

Plan Nord – Où sont les femmes autochtones ?

Aurélie Arnaud

Plan nord, éducation et droit

Volume 41, Number 1, 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1012709ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1012709ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (print)

1923-5151 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Arnaud, A. (2011). Plan Nord – Où sont les femmes autochtones ? *Recherches amérindiennes au Québec*, 41 (1), 81–82. <https://doi.org/10.7202/1012709ar>



Plan Nord – Où sont les femmes autochtones* ?

**Aurélie
Arnaud**

Responsable des
communications
pour Femmes
autochtones du
Québec

PARMI LES SUJETS ABSENTS du débat sur les impacts et les conséquences du Plan Nord se trouvent, invisibles, les femmes autochtones. Celles qui constituent plus de 50 % de la population autochtone dans le Nord sont les moins écoutées, les moins consultées, les plus vulnérables.

La question est absente et il y a peu de données disponibles quant à l'impact des activités minières ou des chantiers hydroélectriques sur la condition des femmes. Or, l'expérience de Femmes autochtones du Québec révèle que ce type de développement a souvent des incidences négatives sur la situation des femmes autochtones dans les communautés en exacerbant les préjugés, les violences et les inégalités.

Pour poser la réalité des femmes autochtones dans et hors réserve, il faut préciser qu'en 2001, les femmes autochtones enregistraient un taux de monoparentalité deux fois plus élevé que celui des femmes non autochtones (19 % contre 8 %). Les nombreuses familles dirigées par des

femmes autochtones sont donc plus dépendantes de l'aide sociale que les hommes autochtones le sont.

CONSIDÉRER LEURS BESOINS

En outre, chez les femmes autochtones vivant hors réserve, « les responsabilités familiales » représentent la raison la plus souvent invoquée pour des études postsecondaires inachevées, alors que « la grossesse ou les soins des enfants » constitue l'explication la plus fréquente de l'abandon des études secondaires. Toutefois, les femmes autochtones sont proportionnellement plus nombreuses à reprendre leurs études ultérieurement que les hommes autochtones et les autres femmes.

Dans ce contexte, les femmes autochtones ont besoin d'emplois pour subvenir aux besoins de leur famille, ont besoin de formation pour obtenir ces emplois, mais ont surtout besoin qu'on prenne leurs besoins en considération pour qu'elles puissent obtenir l'un et l'autre.

Bien que de nombreuses femmes autochtones travaillent au sein des conseils de bande, elles sont rarement dans les cercles décisionnels et ne font donc pas partie des décisions. Au Québec et au Labrador, sur 250 représentants élus autochtones, on

* Ce texte a été publié une première fois dans *Le Devoir* (2 mai 2012) à l'occasion du Forum Plan Nord. Nous le reproduisons ici avec de légères modifications.

retrouve 86 femmes, mais sur les 86, seulement deux femmes occupent le poste de chef, et les négociations se font surtout avec les chefs.

EMPLOIS MARGINAUX

Qu'est-ce que le Plan Nord a à offrir à ces femmes comme perspectives d'emplois ou d'amélioration de leurs conditions? Une étude portant sur le développement minier au Labrador montrait que les femmes tendaient à intégrer le marché des mines, mais de façon plutôt marginale, alors que ce sont les hommes qui avaient les emplois les plus stables et les mieux rémunérés.

Même avec ce type de développement, les femmes autochtones accumulent donc des emplois marginaux, à plus faible revenu, alors qu'elles sont, la plupart du temps, les seules pourvoyeuses de leur famille. Il est également commun que les employés autochtones subissent le racisme ou des traitements vexatoires dans ces milieux de travail. En fait, la sensibilisation et l'éducation des autres travailleurs et du public sont essentielles pour apaiser les tensions culturelles et permettre un environnement de travail sain.

COCKTAIL EXPLOSIF

Le secteur minier est surtout un monde d'hommes qui n'est pas reconnu pour son ouverture d'esprit. Car il est bien là, le nœud du problème créé par un boom minier dans une région éloignée habitée majoritairement par des autochtones. Le *fly-in/fly-out* n'apporte pas que des prix élevés et une rareté des logements disponibles, accroissant les inégalités dans les régions, mais aussi une arrivée disproportionnée d'hommes blancs venus du Sud pour plusieurs semaines, apportant souvent dans leurs bagages alcool, drogue et stéréotypes négatifs.

Bien que les données manquent pour bien caractériser le phénomène, Femmes autochtones du Québec

constate qu'il y a là un cocktail explosif qui a pour conséquence l'augmentation de la prostitution aux alentours des chantiers, et dont les femmes autochtones sont bien souvent les premières victimes.

La représentation que se font les hommes « blancs » des femmes autochtones est encore bien souvent celle de la femme facile dont on peut disposer facilement, et en toute impunité. Tel que le soulignent les CALACS, les Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, la précarité économique que subissent les femmes autochtones fait qu'elles sont surreprésentées en ce qui concerne la prostitution de rue, en comparaison des femmes allochtones.

PROSTITUTION ET VIOLENCE

Marginalisées et victimes de discrimination, elles se retrouvent encore trop souvent dans la rue, appauvries par un filet de sécurité sociale inadéquat et prises à vendre leurs services sexuels pour échapper à une trop grande précarité économique et à l'itinérance. La prostitution devient donc un moyen de boucler les fins de mois. Dans le cadre de développements miniers, où les hommes sont seuls et très nombreux, les risques de prostitution augmentent.

Avec la prostitution viennent souvent d'autres impacts négatifs pour les collectivités, telles que l'augmentation des maladies transmissibles sexuellement et l'augmentation de la violence. À ce titre, les femmes autochtones sont cinq fois plus à risque de subir et de mourir des suites de la violence que le sont les femmes non autochtones.

Somme toute, il nous apparaît urgent et fondamental que les multiples enjeux auxquels font face les femmes autochtones soient abordés de front dans le cadre du déploiement du Plan Nord. Pour le moment, ce n'est pas le cas.